

Les partenaires sociaux rencontrent Elisabeth Borne

« Comment les syndicats préparent leur revanche », titre L'Opinion pour lequel après la réforme des retraites, et alors qu'elles rencontrent la Première ministre après-demain, les centrales entendent imposer un rapport de force au patronat et au gouvernement. Faute de majorité absolue, l'exécutif veut se servir des négociations sociales pour faire adopter ses textes. « Y'a qu'à demander, on donne », plaisante Elisabeth Borne en privé. Pour le Medef, Patrick Martin, le président élu, sera aux côtés de Geoffroy Roux de Bézieux. L'objet de cette réunion est de déterminer les sujets sur lesquels les partenaires sociaux vont discuter de manière autonome, et ceux pour lesquels le gouvernement fixera un cadre. Ce choix sera révélateur des rapports de force en présence. A première vue, la relation entre les organisations patronales et syndicales semble étonnamment cordiale. Cette harmonie a deux raisons. D'abord, les acteurs veulent réaffirmer leur capacité au dialogue social face à l'Etat. Ensuite, les syndicats affichent ce bon climat face au patronat, comme pour insister sur leur mauvaise humeur vis-à-vis du gouvernement. Si les contacts officiels se multiplient, les gestes symboliques manquent. Huit jours après son élection à la tête de la CFDT, Marylise Léon déclare n'avoir pas reçu de message d'Emmanuel Macron.: « Pas de son, pas d'image », commente celle qui a toutefois rencontré Elisabeth Borne. La porte de Matignon est ouverte, les syndicats s'y engouffrent. Un des grands enjeux sera de définir une méthode. Et sur les trois sujets concernés: l'emploi des seniors, le CETU et l'usure professionnelle, les syndicats préfèrent sous conditions. « Nous voulons avoir la certitude de ne pas entrer dans une négociation où les thèmes sont déjà préemptés, explique Yvan Ricordeau (CFDT). A l'inverse, si le document d'orientation laisse des marges de négociation, cette option reste ouverte ». Le patronat, lui, est sur la défensive. Il redoute que la CFDT n'influence le contenu des documents d'orientation, le gouvernement souhaitant se réconcilier avec le premier syndicat de France. Pour limiter la casse, il privilégie l'option du dialogue autonome. Deux autres thématiques, inscrites en pointillé dans l'agenda social, car très clivantes, risquent de rester lettre morte. En premier lieu, les salaires. En second lieu, l'assurance-chômage dont l'actuelle convention arrive à échéance le 31 décembre. (L'Opinion, p.4)

« “La rentrée sociale sera très compliquée si le gouvernement n'apporte qu'une réponse sécuritaire” », titre La Tribune qui ouvre ses colonnes à Marylise Léon, la nouvelle secrétaire générale de la CFDT. « “Je ne désespère jamais de convaincre” », titre de son côté La Croix qui en fait de même avec Sophie Binet, son homologue de la CGT. (La Croix, p.11, La Tribune)